

Analyses
Etudes
& Emission TV Regards
+ les fiches d'actualité de
la Centrale Culturelle
Bruxelloise

2015

Centre d'Education Populaire André Genot

Editrice responsable : Anne-Marie Andrusyszyn - Rue de Namur 47, 5000 Beez © 2016

Avec le soutien de :



FÉDÉRATION
WALLONIE-BRUXELLES



Banque Nationale
DE BELGIQUE

www.ramdarn.be - 1607

LES ANALYSES DU CEPAG

Les analyses et réflexions, ainsi que les études, produites par le CEPAG en 2015 sont résumées dans ce recueil. Elles sont disponibles, dans leur intégralité sur le site : www.cepag.be/productions ou sur demande : cepag@cepag.be tél. 081 26 51 56.

janvier 2015 // Robert Verteneuil,
en collaboration avec le CEPAG

LE LOGEMENT EN WALLONIE : CONSTATS & RÉFLEXIONS

Dans le cadre de la réflexion du CEPAG autour de sa campagne de sensibilisation 2015 sur le logement, quelques constats et réflexions sur le logement en Wallonie.

février 2015 // Laurent D'Altoe

LA CHINE : DRAGON OU TIGRE DE PAPIER ?

Une croissance qui fait rêver, une main-d'œuvre bon marché attirant les entreprises de toute la planète, un rapprochement contre-nature entre un régime autoritaire communiste et le capitalisme le plus débridé... Autant de points d'interrogation posés à notre vision occidentale. Quant aux défis internes : droits de l'homme, environnement..., ils apparaissent comme de « nouvelles montagnes » à gravir. Mais la réalité de ce grand pays est souvent plus nuancée et complexe que ce que les médias présentent.

février 2015 // Laurent D'Altoe

L'AFRIQUE DANS TOUS SES ÉTATS

L'Afrique subsaharienne est souvent perçue comme LA partie du monde profondément instable. Traversée par des conflits tribaux ou religieux ; dirigée par des hommes politiques souvent corrompus et guidés par le seul appât du gain ; secouée par des épidémies ou la famine... Le portrait que nous en font les médias est régulièrement négatif.

Mais derrière cette sombre façade, se cache aussi une autre réalité, loin des clichés misérabilistes souvent véhiculés.

mars 2015 // Olivier Bonfond

COMMENT METTRE LE COMMERCE EXTÉRIEUR AU SERVICE DU DÉVELOPPEMENT DE LA WALLONIE ET DES PAYS DU SUD ?

En février 2015, un forum de réflexion sur les priorités de la Coopération internationale pour la Wallonie et Bruxelles était organisé par le Conseil Wallonie-Bruxelles de la Coopération au développement. Dans ce contexte, le CEPAG a proposé quelques pistes de réflexion sur la manière dont le commerce extérieur pourrait se mettre au service du développement de la Wallonie mais aussi de pays du Sud.

mars 2015 // Lydie Gaudier

ÉTAT DES LIEUX, AGENDA ET PRIORITÉS SYNDICALES EN MATIÈRE DE CLIMAT

Lors du forum de réflexion sur les priorités de la Coopération internationale pour la Wallonie et Bruxelles, et à quelques mois de la Conférence de Paris pour le climat, la cellule RISE du CEPAG a dressé un état des lieux ainsi que les priorités syndicales en matière de climat.

mars 2015 // Laurent D'Altoe

CONFLICTUALITÉ SOCIALE : L'HUILE PATRONALE SUR LE FEU

Il ne faut pas être un grand observateur de la vie sociale et politique belge pour se rendre compte que les rapports sociaux liés au monde du travail connaissent une période de tension sans précédents.

Restructurations, rôle croissant des multinationales, déni de plus en plus marqué des droits élémentaires des travailleurs... Autant d'attaques en règle du patronat local et international allant de pair avec une remise en cause virulente du droit de grève. Tandis que s'allonge la durée obligatoire de travail pour bénéficier d'une pension...

avril 2015 // David Lannoy

OBJECTIF « PLEIN EMPLOI » : COMMENT SORTIR, ENFIN ET DURABLEMENT, DU CHÔMAGE DE MASSE ?

Depuis 40 ans, on nous répète que « c'est la crise », que le plein emploi est dépassé et qu'il ne reviendra plus. Pourtant, certains ne veulent pas se résigner, refusant une situation économique où le chômage de masse est banalisé, l'emploi précaire devient la norme et les sans emploi sont stigmatisés. Ils réfléchissent, débattent et avancent des idées.

Stratégie européenne pour l'emploi, réduction collective du temps de travail, économie sociale, révolution numérique... Quelles sont les politiques à mettre en œuvre et les secteurs à développer ? Quelles sont les mesures qui ont fait leurs preuves et celles qui ont échoué ? Quelles pistes innovantes, concrètes et efficaces peut-on envisager pour sortir, enfin, du chômage de masse ? Autant de questions auxquelles cette analyse s'attelle à répondre.

avril 2015 // Olivier Bonfond

LE PARLEMENT GREC FAIT APPEL AU CEPAG POUR AUDITER LA DETTE PUBLIQUE GRECQUE

Le samedi 4 avril 2015, à l'initiative de sa Présidente Zoé Konstantopoulou, le Parlement grec a créé officiellement une commission d'audit de la dette, appelée aussi Comité de la vérité sur la dette. Cette commission n'est pas une commission parlementaire, composée de députés, mais elle est composée d'une trentaine d'experts, 15 internationaux et 15 grecs. C'est la première fois en Europe qu'un Parlement prend une telle initiative. C'est dans ce cadre qu'Olivier Bonfond a été invité à faire partie de cette commission. Le CEPAG, conscient de l'importance stratégique des événements en cours en Grèce pour toute l'Europe, a répondu positivement à cette demande en mettant son économiste à disposition du Parlement grec.

avril 2015 // Nicolas Latteur

POURQUOI SOMMES-NOUS ÉVALUÉS ? LES PRATIQUES D'ÉVALUATION DES TRAVAILLEURS EN QUESTION

La question du travail, de la dégradation des conditions de travail et des formes d'organisation du travail est une préoccupation permanente de notre mouvement. Elle va de pair avec une réflexion sur les résistances collectives qui mettent en cause son organisation capitaliste.

Qu'elles s'intitulent « entretiens individuels d'évolution », « réunions de fonctionnement », « bilans de compétences », définitions des objectifs de performance, programmes de certification et de qualité... Les pratiques d'évaluation font désormais partie du quotidien du travail.

Mais quels sont leurs impacts sur les conditions de travail et sur les travailleurs ? Quelles influences ont-elles sur les possibilités de construire des dynamiques d'action collective ? En quoi font-elles partie des nouvelles méthodes de management ? Dès lors, faut-il rejeter toute forme d'évaluation ?

A l'heure où la dégradation des conditions de travail s'aggrave, il paraît urgent de s'interroger sur ces évaluations et sur les pratiques de pouvoir qui les encadrent. Mais aussi de mener une réflexion sur les lectures et les réactions syndicales à apporter.

avril 2015 // Laurent D'Altoe

ETATS-UNIS : L'ONCLE SAM EST FATIGUÉ

Quelques concepts à propos des USA suffisent à mesurer la notion de « grande puissance » : une force militaire sans égal sur la planète, une puissance économique dominante et une intrusion quasi permanente dans les affaires du monde posent ce grand pays en pion essentiel sur l'échiquier des affaires internationales. Mais cette domination est-elle aussi imposante que les apparences veulent bien le faire croire ? Quelle est l'influence de la politique interne ? Tentatives de réponse dans cette analyse.

mai 2015 // Nicolas Latteur

COMMENT DIMINUER LE COÛT DU TRAVAIL ? SANTÉ ET TRAVAIL

Chasser les coûts ?

Le travail coûte cher, entend-on très régulièrement, de la part d'acteurs de la vie politique et économique. Un concert de « spécialistes » (économistes, responsables politiques, journalistes) déballent graphiques et utilisent quantité de « benchmarks » pour soutenir cette thèse. Ils se font ainsi les défenseurs de politiques de « basse pression salariale » et d'austérité budgétaire qui viennent notamment réduire les moyens de nombre de services publics. Les services qui œuvrent à la prévention et à la santé au travail sont affectés par ces décisions. La chasse aux coûts devient le leitmotiv de la « bonne gouvernance ».

Dans cette analyse, l'auteur ne soutiendra pas cette lecture qui salue comme une entreprise de bienfaisance cette chasse aux coûts. Il part de ce que le travail coûte à celles et ceux qui l'exercent dans un contexte sociopolitique caractérisé notamment par une précarisation des populations salariées et par la dégradation des conditions de travail. Le discours qui déplore les coûts du travail rend invisible la charge qu'il représente pour ceux qui l'exercent !

L'auteur s'attachera à énoncer quelques propositions qui soutiennent la diminution voire même l'éradication de certains maux qui pèsent sur les travailleurs. Certaines d'entre elles concernent davantage les moyens à mettre en œuvre alors que d'autres sont plus orientées sur les finalités à réaliser.

juin 2015 // Nicolas Latteur

LE DUMPING SOCIAL ET LES TRAVAILLEURS DES ENTREPRISES DE TRAVAIL ADAPTÉ (ETA)

La logique de dumping social est le marqueur des politiques néolibérales. Elle vise à déployer au nom de la fable du libre-échange des relations de marché dans tous les pores du corps social, et notamment dans les relations de travail. Cette analyse présente le dumping social, le rattache aux caractéristiques structurelles de la société capitaliste et le situe comme un combat politique mené par certains groupes sociaux pour transformer les rapports sociaux et obtenir un pouvoir et des revenus encore plus conséquents. Ensuite, la traduction de la logique propre au dumping social est présentée et concerne tant les réformes du marché du travail, les réformes de l'organisation du travail que les réformes institutionnelles qui donnent au pouvoir économique – singulièrement aux multinationales – une emprise croissante sur les conditions de vie et de travail des populations.

juin 2015 // Laurent D'Altoe

CONFLICTUALITÉ SOCIALE DANS LE SECTEUR PUBLIC ET LES ENTREPRISES PUBLIQUES

Les récentes actions de la SNCB, des TEC, de la STIB... rappellent que la notion même de « service public » demeure plus que jamais menacée par les appétits socio-économiques d'un libéralisme triomphant.

juin 2015 // Joseph Burnotte

LUTTER AUX CÔTÉS DES TRAVAILLEURS MIGRANTS : UN DÉFI ESSENTIEL

Quelle est la situation des travailleurs migrants sans papiers, des personnes expulsées du territoire et des travailleurs mobiles ? Quelles actions sont menées ? Quelles stratégies et coalitions sont mises en place ? Tentatives de réponses et pistes de réflexion dans cette analyse...

juillet 2015 // Olivier Bonfond & Thanos Contargyris

« LES GRECS NE PAIENT PAS LEURS IMPÔTS ET ONT VÉCU AU-DESSUS DE LEURS MOYENS » : FAUX ET ARCHI FAUX !

Tous deux membres de la « Commission pour la Vérité sur la dette grecque » mise en place par le Parlement grec, les auteurs de cette analyse déconstruisent deux idées reçues véhiculées à outrance par les médias dominants et certains responsables politiques.

juillet 2015 // David Lannoy

JE M'ACTIVE, TU M'ACTIVES... ET APRÈS ? TRAVAILLEURS SOCIAUX ET SANS EMPLOI FACE AUX POLITIQUES DITES D'ACTIVATION

Depuis plus de 40 ans, nous vivons une crise structurelle marquée par un chômage de masse. Face à cette situation, le pouvoir politique — voire la société dans son ensemble — semble avoir renoncé à trouver des solutions collectives et durables. Parallèlement, le secteur des activités destinées aux demandeurs d'emploi a connu une croissance proportionnelle à celle de la courbe du chômage... Au point de voir émerger aujourd'hui un véritable marché de l'emploi !

Parmi les activités proposées ou imposées aux sans emploi, le pire côtoie le meilleur. Les activités occupationnelles sans lendemain se répandent tout comme les contrats précaires et les sous-statuts. Quelles sont les stratégies et logiques derrière ces différentes méthodes « d'activation » ? Quelle est l'influence de ces politiques sur les travailleurs sociaux, leurs conditions de travail et la manière dont ils peuvent — ou pas — remplir leurs missions. Tentative de réponse dans cette analyse.

juillet 2015 // Bruno Poncelet

DÉBATS SUR LE TTIP - PARTIE I : UN PARLEMENT EUROPÉEN QUI DÉRIVE ENTRE FERMETÉ ET NAÏVETÉ...

Lancées à l'été 2013, les négociations transatlantiques ont déjà fait l'objet de plusieurs débats et votes au Parlement européen.

Tous ces votes étaient « pour rire » (non contraignants), car la décision finale appartenait aux Etats membres ou à la Commission européenne. Laquelle décida notamment de ne pas suspendre les échanges de données bancaires (Swift) avec les Etats-Unis, se moquant ainsi du souhait exprimé par une majorité politique au Parlement européen. Tous ces votes ont également eu lieu sous l'ancienne législature (2009-2014), à un moment où la fronde contestataire anti-TTIP n'en était qu'à ses débuts.

Il est dès lors intéressant de se pencher sur le débat que le Parlement européen vient de mener (le 8 juillet 2015) à propos des négociations transatlantiques. Une résolution de soutien aux négociations en cours a été adoptée par 436 voix pour, 241 voix contre et 32 abstentions. Avant d'examiner en détail qui a voté quoi (voir analyse « Débats sur le TTIP – Partie II »), nous allons analyser ici le contenu même de la résolution adoptée par le Parlement européen, et la comparer avec les débats et points de vue précédemment exprimés par les Députés européens.

août 2015 // Cellule Lutte Contre les Discriminations

DISCRIMINATION DE TRAVAILLEURS SUR BASE DE LEUR ÉTAT DE SANTÉ : MÉFIEZ-VOUS DU FACTEUR BRADFORD

Le « Facteur Bradford » est un outil qui permet aux employeurs d'analyser l'absentéisme des travailleurs. Il met davantage l'accent sur la fréquence des absences plutôt que sur la durée de celles-ci. Les secrétariats sociaux en vantent le mérite aux employeurs.

Et vous ? En avez-vous déjà entendu parler ? Est-il appliqué dans votre entreprise ? En avez-vous déjà été la cible ?

août 2015 // Laurent D'Altoe

L'ALLOCATION UNIVERSELLE : CACHE-SEXE DE LA PRÉCARISATION ?

Remède contre tous les maux socio-économiques de notre époque pour les uns, attaque en règle contre les solidarités pour les autres, l'allocation universelle n'en finit pas de déclencher les passions et de susciter la polémique.

Analyse sur base des réflexions, souvent divergentes, de Mateo Alaluf de l'Université Libre de Bruxelles et Bernard Friot, de l'Université Paris Ouest Nanterre.

juillet 2015 // Bruno Poncelet

DÉBATS SUR LE TTIP - PARTIE II : POUR OU CONTRE LE MARCHÉ TRANSATLANTIQUE : QUI A VOTÉ QUOI ?

436 oui, 241 non et 32 abstentions : c'est avec une majorité confortable (61,5 % de oui, 34% de non et 4,5% d'abstentions) que le Parlement européen vient d'apporter son soutien aux négociations politiques en vue de créer un marché transatlantique. Quels sont les élus politiques qui soutiennent le projet de marché transatlantique... Et quels sont ceux qui s'y opposent ?

août 2015 // Bruno Poncelet

LA GRÈCE FACE À SES BOURREAUX : IL EST TEMPS D'AIMER LA DÉMOCRATIE...

Face à l'actualité de la Grèce en ce début d'été, Bruno Poncelet, formateur au CEPAG propose son point de vue et son analyse de la situation...

août 2015 // Céline Moreau

UN FORUM MONDIAL DE LA LANGUE FRANÇAISE... POURQUOI ?

En juillet 2015, Liège a accueilli le « Forum Mondial de la Langue Française ». L'occasion pour le Réseau de la Francophonie syndicale internationale de s'y retrouver autour de la thématique « la langue sur le lieu de travail ». L'occasion aussi de confronter les réalités diverses des pays qui composent la francophonie. Et, surtout, de découvrir l'importance de la langue sur le lieu de travail, dans les négociations sociales, dans la compréhension de son environnement de travail et dans l'histoire ouvrière.

août 2015 // Céline Moreau

L'ALPHABÉTISATION : UN OUTIL POUR LA SÉCURITÉ ET CONTRE LA PRÉCARITÉ DES TRAVAILLEUSES ET DES TRAVAILLEURS

La maîtrise de la langue sur le lieu de travail est une nécessité pour les travailleur-euse-s, en termes de sécurité, mais aussi pour leur permettre d'évoluer dans le cadre professionnel et les protéger de la précarité. En Belgique, nous ne rencontrons pas la même réalité qu'en Afrique et à Québec, c'est pourquoi le CEPAG a choisi de partir à la rencontre de différents personnes de terrain qui travaillent dans le domaine de l'alphabétisation ou qui ont fait l'expérience de l'alphabétisation en entreprise.

septembre 2015 // Olivier Bonfond

POURQUOI PAYER UNE DETTE INSOUTENABLE ET ILLÉGALE ?

Le 13 juillet 2015, après six mois de négociations, Alexis Tsipras, premier ministre grec, a décidé de capituler et de signer un accord funeste avec ses créanciers.

Pourtant, une autre voie était possible : s'appuyer sur les conclusions du rapport d'audit pour poser un acte unilatéral de suspension de paiement et/ou de répudiation de la dette.

octobre 2015 // Anne-Marie Andrusyszyn

POUR RÉFLÉCHIR ET POUR AGIR : PAUVRETÉ ET TRAVAIL

L'alerte est donnée : le nombre de pauvres ne cesse d'augmenter dans les pays riches. Travailleurs et classe moyenne, jusqu'à présent protégés des velléités de la vie, sont touchés : une partie d'entre eux tombe dans la précarité.

octobre 2015 // Anne-Marie Andrusyszyn

POUR RÉFLÉCHIR ET POUR AGIR : LE DÉSESPOIR SOCIAL, LES RAISONS DE SE RÉVOLTER

Les réalités socioéconomiques et politiques du monde suffiraient à pousser les trois-quarts de la population planétaire à se révolter.

Face à une cascade de mesures antisociales, bon nombre de travailleurs devraient, poussés par l'indignation, montrer leur colère et leur intolérance face aux discriminations économiques flagrantes qui leurs sont imposées.

octobre 2015 // Elise Van Durne & Olivier Bonfond

BEHIND THE NUMBERS, LA NOUVELLE PROPAGANDE DE LA BOURSE

A l'initiative d'un fond d'investissement privé, Treetop pour ne pas le citer, l'exposition *Behind the Numbers* (« Derrière les chiffres »), nous propose de mieux comprendre l'univers de la Bourse et son fonctionnement, jusqu'au 8 novembre à Bruxelles.

Le volet historique ne manque pas d'intérêt. Quand on sait quelle responsabilité accablante endosse la Bourse dans la crise économique et sociale actuelle, il est intéressant d'observer quels moyens elle déploie pour, comme on peut le lire sur les panneaux de l'exposition, « réhabiliter son image ». Amateurs d'informations nuancées : s'abstenir. Dommage que cela se fasse à destination de publics scolaires et familiaux, avec la caution d'organes de presse dits de référence.

octobre 2015 // Anne-Marie Andrusyszyn

POUR RÉFLÉCHIR ET POUR AGIR : LA QUESTION DE L'IMMIGRATION

L'Europe se réveille. Les réfugiés sont à ses portes. Elle va dès lors considérer les bonnes ou mauvaises raisons, de ce subit déferlement.

Les réfugiés, nouvelle forme de migrants « envahissent » ses frontières.

L'Europe, c'est l'évidence est l'héritière des Lumières et de la raison et, à ce titre, va se pourvoir de règles et de quotas ! Elle va poser la question fatidique de ce qui pourrait être acceptable ou non dans ses paramètres économiques...

octobre 2015 // Lydie Gaudier

INVESTIR DANS LE CLIMAT POUR SAUVER LA PLANÈTE ET L'EMPLOI !

A quelques semaines de la COP 21, Pierre Larrourou, économiste français et fondateur du parti Nouvelle Donne, a organisé une conférence-débat à Bruxelles autour de sa proposition-phare : « 1.000 milliards pour le climat ». Analyse de cette proposition.

novembre 2015 // Laurent D'Altoe

N-VA ET CANDIDATS-RÉFUGIÉS : HYPOCRISIE ET EXTRÉMISME

Les mauvaises langues prétendent qu'avec un secrétaire d'Etat chargé de l'Asile et des Migrations issu de la N-VA, il ne fallait pas s'attendre à autre chose. N'empêche, le culot avec lequel les nationalistes flamands, avec leurs partenaires fédéraux, s'attaquent aux droits des réfugiés a de quoi inquiéter.

novembre 2015 // Bruno Poncelet

ACCORD CANADA – UNION EUROPÉENNE : LE SHOPPING LÉGISLATIF

Les premières pages de ce document explicitent ce que l'on nomme le « shopping législatif ». Il s'agira ensuite de montrer en quoi ce schéma est conforme à l'accord UE-Canada (AECG en français, CETA en anglais). Précision importante : même si quelques exemples concrets sont donnés, cette analyse reste généraliste. Pour être totalement aboutie, elle devrait s'accompagner d'une liste précise des produits visés par telle ou telle disposition de l'AECG/CETA (par exemple, l'harmonisation des normes sanitaires). Mais cela nécessiterait une telle place que cette dizaine de pages se transformerait en un volumineux recueil !

novembre 2015 // Evelyne Jadoul

LES INDICATEURS COMPLÉMENTAIRES/ALTERNATIFS AU PIB (PARTIE 1)

Nous vivons dans un monde complexe pour la compréhension duquel il est important d'avoir des points de repères, des indicateurs. Ces indicateurs doivent donner une approche réaliste de la situation d'une société afin de savoir si les politiques dont elle fait l'objet doivent être poursuivies, nuancées ou remaniées.

Mais comment savoir si une société se porte bien ? Peut-on, par exemple, se contenter de produire beaucoup de richesses sans se soucier de leur répartition au sein de la population actuelle et des conséquences de leur production et consommation sur l'environnement ? Quel patrimoine veut-on léguer aux générations futures ?

Aujourd'hui, la prise de conscience de ce qu'une société ne peut plus être évaluée par son seul pôle économique a eu lieu. Un concept tel que celui du développement durable a mis en exergue la nécessité de prendre en compte les pôles économique, environnemental et social, tous trois interdépendants. Si une collectivité dispose d'indicateurs rendant compte de la production mais aussi de la variation des inégalités et de l'état de l'environnement, elle pourra d'autant mieux choisir les directions à prendre. Au travers des variables qu'ils mesurent, les indicateurs sont porteurs de normes, de valeurs implicites.

décembre 2015 // Michel Rosenfeldt

PRENDRE SOIN DES AIDES À DOMICILE

L'aide et les soins médicaux aux personnes âgées en perte d'autonomie regroupent en Belgique plusieurs métiers et niveaux de compétence aux contours flous pour le grand public.

Parmi ces métiers, nous avons les aides-familiales du secteur privé et public, les aides-ménagères, les gardes à domicile, les aides-soignantes, les infirmières ainsi que les différentes spécialisations médicales et professions paramédicales qui jouent un rôle dans le ralentissement de la perte d'autonomie telles que les logopèdes et les kinésithérapeutes.

Tous ces travailleurs ont des statuts social et professionnel différents et des métiers dont les frontières sont aussi quelques fois intentionnellement mal définies en vue de les mettre en concurrence les uns avec les autres.

A cette complexité s'ajoute une nouvelle situation pour les métiers de l'accompagnement et des aides à domicile suite au transfert des compétences « Santé, aides et soins aux personnes âgées » et la volonté du gouvernement wallon d'instaurer une assurance contre la perte d'autonomie. Sans oublier, l'objectif de maintenir, le plus longtemps possible, à leur domicile les personnes âgées en perte d'autonomie à cause du manque de places dans les maisons de repos.

novembre 2015 // Evelyne Jadoul

LES INDICATEURS COMPLÉMENTAIRES/ALTERNATIFS AU PIB (PARTIE 2) : LE CAS DE LA WALLONIE

Des alternatives au PIB existent et se développent de plus en plus. Qu'en est-il en Wallonie ?

décembre 2015 // Nicolas Latteur

TRAVAIL ET COMMUN

« Instituer le commun dans le domaine de la production implique que l'entreprise, libérée de la domination du capital, devienne une institution démocratique. C'est même d'ailleurs la condition pour que les salariés puissent réorganiser le travail sur des bases explicitement coopératives. » Pierre Dardot, Christian Laval, Commun. Essai sur la révolution au XXI^e siècle (La Découverte, 2014, p. 489).

IMPACT DE QUELQUES MESURES FÉDÉRALES SUR LES RÉGIONS WALLONNE ET BRUXELLOISE

Les politiques d'austérité mises en œuvre par le gouvernement fédéral peuvent sembler inefficaces, tant du point de vue social que du point de vue économique.

Or nous constatons un ralentissement de l'économie, une augmentation de l'endettement, des inégalités, de la précarité, de l'exclusion sociale, etc. Il nous semble dès lors que ces mesures pèsent sur les travailleurs, et semblent impacter aussi, l'activité des PME et des indépendants.

Pour que des politiques soient efficaces, elles doivent nécessairement prendre en compte les spécificités socio-économiques des Régions et/ou des sous-régions. Or, ces spécificités peuvent être différentes au Nord et au Sud du pays.

Lorsqu'on analyse les différentes mesures prises par le gouvernement Michel, force est de constater que les politiques fédérales sont définies en tenant compte principalement de la situation socio-économique de la Flandre et des exigences du VOKA (patronat flamand) et sont donc moins pénalisantes pour la Région flamande. Dès lors, ces mesures ne sont pas adaptées aux besoins spécifiques des Régions wallonne et bruxelloise.

L'objectif de cette analyse est de citer un certain nombre d'exemples illustrant le propos sans prétendre à l'exhaustivité du relevé des mesures visées et d'en développer une analyse critique.

L'hypothèse de départ est l'inefficacité de ces mesures, à vous lecteur d'en apprécier ou non l'analyse.

COP 21 : JUSTE UN DÉBUT

Les enjeux de la COP 21, la Conférence des Nations Unies sur le Climat (du 30/11 au 13/12 à Paris), étaient considérables. Face au réchauffement climatique – dû principalement aux émissions de gaz à effet de serre et aux activités humaines – désormais inévitable, les 195 Etats participants devaient trouver un accord afin de limiter le réchauffement climatique à 2°C (par rapport à la période industrielle). Cet engagement international contraignant, succédera au Protocole de Kyoto. Il devra entrer en vigueur en 2020.

LA TERRE DANS UN HÔPITAL PARISIEN : Y A-T-IL UN ANTHROPOLOGUE DANS LA SALLE ?

Paris était la destination du prochain sommet climatique (nommé COP21). Les gouvernements du monde entier étaient censés s'y entendre pour éviter à la planète une catastrophique sortie de route climatique. Selon l'ONU, si tous les Etats devaient respecter leur parole donnée au moment de clôturer cette analyse, le réchauffement climatique resterait trop élevé (+ 2,7°C). Pire : aucun objectif à court terme de limitation des gaz à effet de serre n'était repris dans les documents préparatoires du sommet de Paris. D'où la question : d'où vient notre impuissance à enrayer le réchauffement climatique ?

ÉTUDES

LAURENT D'ALTOE

6^e RÉFORME DE L'ÉTAT : ENJEUX & DÉFIS

Entre les élections de juin 2010 et la sortie de la nouvelle Loi Spéciale de Financement — pas de panique, on va vous expliquer de quoi il s'agit ! —, il n'y a pas eu un jour sans que les médias nous abreuvent de tel ou tel « transfert de compétences » ou autre « autonomie fiscale »... Sans compter le grand retour de personnalités religieuses, plus ou moins oubliées, telles que Saint-Quentin ou encore Sainte-Emilie...

Par un curieux raccourci médiatique et politique, peu ou pas d'explications compréhensibles furent données quant aux différentes étapes d'un processus de décentralisation qui fut institutionnellement enclenché il y a plus de 40 ans.

Il ne faut pas être grand constitutionnaliste pour comprendre qu'une sixième réforme en a nécessité cinq autres auparavant. Ces dernières ne furent pas ou peu explicitées. Or, derrière une complexité réelle, des enjeux relativement lisibles sont à l'œuvre. Les comprendre permet alors de ne plus considérer les grands changements institutionnels comme des événements hors de la réalité mais bien comme des facteurs déterminants de notre quotidien. Allocations familiales, marché de l'emploi, soins de santé... concernent tout le monde.

Laurent Pirnay

ALBERT CAMUS, LE GOÛT DE LA RÉVOLTE

Les célébrations du centième anniversaire de la naissance d'Albert Camus furent l'occasion pour l'auteur de cette étude de replonger dans les notes prises au fil de ses lectures.

Daniel Draguet

TOUT CE QUE VOUS AVEZ TOUJOURS VOULU SAVOIR SUR LE CHÔMAGE (ET LE CONTRÔLE DES CHÔMEURS) SANS JAMAIS OSER LE DEMANDER...

Le chômage... Fléau de nos sociétés modernes, le fait de ne pas avoir d'emploi est aujourd'hui l'épée de Damoclès qui menace des millions d'hommes et de femmes.

Période de (longue) crise oblige, les gouvernements d'Europe proposent des « solutions » destinées à combattre ce chômage. Mais en fait de stratégie, ce sont surtout les chômeurs qui sont pourchassés (« activés », comme on dit pudiquement). Par un curieux détour dont seul le libéralisme a le secret, les politiques visant à la création d'emplois (et leurs faiblesses) se dissimulent derrière une « chasse » aux sans-emploi. Cette chasse demeure d'autant plus absurde dans un contexte économique qui voit le nombre de chômeurs bien supérieur au nombre de postes décents disponibles.

« Ce n'est le chômeur qu'il faut combattre, mais le manque d'emploi » ; cette réflexion pleine de bon sens ne semble pas faire recette, notamment en Belgique.

L'étude remonte aux origines de la législation en la matière, tout en montrant les grands tournants (chocs pétroliers, Etat social actif,...) qui ont amené le glissement vers une stigmatisation du sans emploi. Une réflexion bien utile en ces temps de pensée molle et d'idées toutes faites.

Angelo Basile

Y A-T-IL UNE VIE APRÈS L'EURO ?

Depuis 2008, la zone euro est entrée dans une phase de crise aiguë et profonde. Après l'enthousiasme et les belles promesses des premiers jours, l'heure de la désillusion et du désenchantement semble avoir sonné. Explosion des niveaux de chômage, restructurations d'entreprises en masse, précarisation des classes sociales les plus fragiles, exclusion des jeunes, démantèlement par pans entiers des mécanismes de solidarité conquis de haute lutte au profit d'une redistribution des richesses à l'envers, austérité généralisée : tous les indicateurs sont désormais passés au rouge. Sur la route de l'union monétaire, la liste des revers et des déconvenues est longue mais le plus inquiétant est sans doute encore l'étrange sentiment d'impuissance qui s'en dégage. Plus l'Europe « avance », plus elle paraît irrémédiablement s'enliser dans le bourbier des impasses en tout genre, prisonnière des situations autant incontrôlables qu'incontrôlées, avec toujours ce lancinant constat qu'il n'y a dans tout cela rien de bien surprenant. Rien qui ne pouvait non plus être anticipé, dès lors que l'on accepte de se dégager un tant soit peu du catéchisme libéral. Le ver était en somme dans le fruit et il ne s'est produit rien d'autre, que ce qui devait tôt ou tard arriver.

Existe-t-il une porte de sortie qui permettrait à nos Etats de renouer avec la croissance ? L'Europe est-elle condamnée à vivre pendant de nombreuses années encore dans l'enfer de l'austérité comme l'a fait avant elle, et en suivant les mêmes chemins qu'elle, le Japon ? Allons-nous assister sans pouvoir réagir à la lente et inéluctable mise à mort de nos législations sociales ? Quand s'arrêteront les politiques de dégradation de nos services publics ? Y a-t-il une vie après l'euro ? Toutes ces questions et bien d'autres ne pourront rester longtemps sans réponses...

ÉMISSIONS TV REGARDS

Les émissions
Regards, produites par
le CEPAG, sont diffusées
sur la RTBF. Elles sont
visibles sur le site
www.cepag.be et disponibles
en DVD au prix de 10 €.
Pour toute info :
daniel.wojtalik@cepag.be
tél. 02 506 83 96.

mars 2015

MARINALEDA, LES INSOU MIS

Une petite ville de 2.700 habitants, au cœur de l'Andalousie, dans le sud de l'Espagne. Ici, il n'y a pas de policiers. Pas de voleurs. Ici, il y a moins de chômage qu'ailleurs, et on partage le travail. Ici, on paie son loyer 15 € par mois. Ici, le maire et ses adjoints ne sont pas rémunérés, et ce sont les habitants qui commandent.

Vous n'y croyez pas ? Alors venez voir.

On vous emmène à Marinaleda, là où les habitants ont osé l'impensable, là où les rêves deviennent réalité.

octobre 2015

« NOUS RÉSISTONS À UN GOUVERNEMENT DE CASSEURS »

A la veille de la manifestation nationale du 7 octobre 2015, Thierry Bodson, Secrétaire général de la FGTB wallonne, fait le bilan de la politique de casse sociale menée par le gouvernement Michel depuis son accession au pouvoir et revient sur le mouvement social de l'hiver 2014.

Il dresse un parallèle entre cette politique du gouvernement et le sort qui est réservé en Belgique aux réfugiés et demandeurs d'asile, flingue le « Tax shift » et répond à « 5 questions qui piquent » qui lui sont adressées par des travailleurs, citoyens et militants syndicaux.

décembre 2015

4 JOURS QUI VONT VOUS CHANGER LA VIE

« Si tu bouges, on te tue. »

Voilà ce que les grands patrons français ont répondu à Antoine Riboud, PDG de Danone, lorsqu'il a proposé en 1993 de réduire le temps de travail et de passer à la semaine de 4 jours.

Antoine Riboud n'a pas bougé.

Pour Regards, Pierre Larrourou, économiste français, revient sur la réduction collective du temps de travail. Depuis lors, le temps de travail n'a pas bougé non plus. C'est comme si l'on n'osait plus en parler. Comme si l'idée même de travailler moins était devenu tabou. Aujourd'hui, on nous dit qu'il faut travailler plus, plus longtemps, plus dur, plus vite, plus vieux. Alors que le chômage n'en finit pas d'augmenter, que les jeunes ne trouvent pas de boulot, qu'il n'y a plus de travail pour tout le monde, on voudrait nous obliger à travailler jusqu'à 67 ans.

Pierre Larrourou, fondateur du Collectif Roosevelt 2012, propose qu'on (se) bouge. Maintenant.

Pour en finir avec la répartition injuste du travail, le chômage, la pauvreté, les inégalités. Pour reprendre en main le sens de l'Histoire, du progrès social, en décidant collectivement qu'on va travailler moins et partager plus. Voici comment faire...

LES FICHES D'ACTUALITÉ DE LA CCB*

EN COLLABORATION AVEC LE BUREAU D'ÉTUDE
DE LA FGFB BRUXELLES

* CENTRALE CULTURELLE BRUXELLOISE

Fiche n° 1

L'INDISPENSABLE CONFLIT SOCIAL

Le conflit social est souvent perçu négativement : il viendrait perturber l'image d'une société consensuelle, réunie autour de valeurs politiques collectivement partagées. Il apparaît, en ce sens, comme un 'dysfonctionnement', une manifestation pathologique de nos sociétés.

Or, les sociétés ne se sont pas construites suivant une destinée écrite d'avance. L'histoire humaine n'est pas davantage le produit d'une simple évolution biologique ou « naturelle » : elle est le résultat, toujours mouvant, de la confrontation entre les groupes sociaux, allant parfois jusqu'à des guerres et des révolutions. Et c'est bien parce que le conflit existe et qu'il bouscule, voire fait basculer, l'ordre social que le changement est possible.

Fiche n° 2

DE NOUVELLES ALLIANCES QUI NOUS RENDENT PLUS FORTS !

Les temps sont durs, pour le monde du travail : les mesures d'austérité font mal et, malgré les fortes et belles mobilisations de l'automne 2014 et du printemps 2015, le gouvernement fédéral annonce de nouvelles mesures rétrogrades et liberticides. Dans son viseur : les pensions, les prépensionnés, les chômeurs, les travailleurs en maladie ; mais aussi le pouvoir d'achat, les libertés syndicales et le droit de grève ! De nouvelles mobilisations syndicales sont donc indispensables, afin de réaffirmer l'opposition massive des travailleurs à toutes ces mesures du gouvernement Michel.

Cependant, même si nous savons que les travailleurs y répondront en très grand nombre, nous pensons que le combat se gagnera grâce à une adhésion plus massive encore de l'opinion publique. Il s'agit, ici, notamment, de contrer les effets démobilisateurs et abrutissants de la pensée dominante qui tente, une fois de plus, de délégitimer l'action syndicale, dans une sorte de retour du thatchérisme, et de son célèbre « Il n'y a pas d'alternative » (à l'austérité).

Plus que jamais, il est impératif de poursuivre les efforts d'information et de formation critiques des travailleurs, dans le but de déconstruire les cadres de référence de l'idéologie conservatrice, qui inondent les médias, et de susciter une véritable prise de conscience collective que le changement est possible. Dans ce cadre, pour « briser » les courants liberticides, contrer la pensée unique, nous engager dans la voie d'une croissance juste et durable, nous avons la conviction qu'il convient de nouer des alliances entre le monde syndical et les acteurs associatifs qui partagent les mêmes ambitions de progrès et sont susceptibles d'établir, ensemble, les rapports de forces nécessaires au changement...

HABITER SOLIDAIRES : DES ALTERNATIVES AU MARCHÉ DU LOGEMENT

Le problème du logement est crucial, à Bruxelles : pour les plus démunis, il est devenu très difficile de se loger à un prix accessible, dans des conditions convenables. Les raisons en sont bien connues : la hausse des loyers, les prix d'achat qui flambent, une forte croissance démographique (qui accroît la demande) et...un grand déficit de logements sociaux !

Mais la cause première est à rechercher dans le fait que le logement est devenu un « produit économique », qui fait l'objet de transactions commerciales et de spéculations financières. Dans un contexte où tout repose sur le profit et les dividendes aux actionnaires, le logement, comme tous les biens sociaux, est soumis à la logique des marchés, sans considération des conséquences sociales et des dégâts humains que cette logique peut engendrer.

En réalité, le problème du logement n'est pas neuf. Il a toujours été lié au coût de sa production, à la spéculation immobilière et à la faiblesse des revenus des candidats à un logement. Pour y faire face (et pour contourner ces difficultés), les acteurs urbains ont tenté de trouver des solutions, des alternatives au marché du logement, notamment par la production de logements sociaux ou publics, ou encore par des initiatives collectives d'achat, de mise en commun de locations, de rénovations groupées, etc. : il y a toujours eu (et il y a toujours) une grande diversité de réalisations et d'expériences comme, aujourd'hui, les habitats groupés en coopératives ou les projets de Community Land Trust.

LA MISE EN CONCURRENCE DES TRAVAILLEURS D'ICI ET D'AILLEURS

Depuis les années '70, notre système économique a connu de profondes mutations. La mondialisation des échanges économiques, placée sous le signe du retour en force de politiques libérales très agressives, a engendré une mise en concurrence féroce des travailleurs d'ici et d'ailleurs.

Sous le prétexte de la crise du pétrole de 1973, les puissants lobbys patronaux ont, en effet, réussi à imposer au monde politique une remise en cause profonde du Pacte social de l'après-guerre. Ce pacte, qualifié de 'compromis productiviste', était basé sur des politiques publiques volontaristes, qui se fixaient comme objectifs le plein emploi et une redistribution des richesses via la sécurité sociale, les services publics, une fiscalité progressive et un droit du travail protégeant les travailleurs...

A présent, sous prétexte de la libre concurrence, ce sont les marchés qui dictent leur loi aux salariés.

Partout, au sein de l'Union Européenne, le dumping social prend des proportions de plus en plus inquiétantes, nivelant par le bas les droits sociaux et économiques des travailleurs, placés en position de concurrence. La précarisation croissante des salariés, accentuée par la volonté, toujours plus grande, de libéraliser les marchés, et les pratiques de dumping social qui l'accompagnent, n'épargnent aucun secteur d'activité : aujourd'hui, ce sont des milliers de travailleurs qui sont forcés de fonctionner dans des conditions de travail dégradées et à des niveaux de salaires inacceptables.

Bien entendu, la Région bruxelloise n'échappe pas à ce phénomène, si préoccupant. Depuis sa création, elle a, elle aussi, connu de profondes transformations de son tissu économique et social : désindustrialisation massive, flambée du chômage — tout particulièrement celui des Jeunes —, dégradation des conditions de travail et précarisation des travailleurs...

LA RÉDUCTION COLLECTIVE DU TEMPS DE TRAVAIL SANS PERTE DE SALAIRE : TRAVAILLONS MOINS POUR VIVRE MIEUX !

Aujourd'hui, il apparaît de plus en plus évident que les politiques néo-libérales, mises en œuvre depuis le début des années '80 et visant à « restaurer la compétitivité des entreprises », sont incapables de réduire le chômage. Bien au contraire, sous leur conduite, le chômage a littéralement explosé. En outre, les inégalités ont fortement augmenté, l'emploi s'est largement précarisé dans de très nombreux secteurs d'activité et l'environnement n'a cessé de se dégrader...

Le 'système', on le voit, est donc aujourd'hui dans une impasse pour le monde du travail. Pour sortir de cette impasse, il convient d'envisager sans délai une répartition beaucoup plus juste des richesses produites collectivement. Avec les revendications en faveur de revalorisations salariales et du maintien de l'indexation automatique des salaires et des allocations sociales, la réduction collective du temps de travail (RCTT) sans perte de salaire est, sans conteste, une piste essentielle pour atteindre cet objectif.

A droite et dans les milieux patronaux, cette proposition est régulièrement présentée comme totalement irréaliste, comme dépassée, trop onéreuse dans une économie mondialisée et hyper-compétitive.

Pour la gauche et les travailleurs, elle n'en demeure pas moins une mesure qui a prouvé toute son utilité économique et sociale au cours de l'histoire. Elle présente, en effet, de nombreux avantages : négociée collectivement et encadrée syndicalement, elle permettra une réduction du chômage, via la création d'emplois, une plus juste répartition des richesses produites, en faveur du monde du travail, une meilleure conciliation vie privée / vie professionnelle, des perspectives de création d'activités socialement utiles, déconnectées de la logique du profit, qui guide, seule, aujourd'hui, le système économique...

Pour être pleinement efficace, cette mesure doit, bien sûr, être correctement encadrée et faire l'objet d'une concertation sociale, histoire de prendre en compte les spécificités des différents secteurs d'activité.

Quelque peu oubliées au cours des dernières années, confrontées à une crise économique et sociale qui s'éternise et à un chômage structurel de masse, les revendications en faveur d'une réduction collective du temps de travail retrouvent aujourd'hui vigueur. Nous ne pouvons que nous en réjouir.

Après un bref rappel historique et un retour sur l'exemple des 35h en France, nous en présenterons les avantages pour le monde du travail.



Rue de Namur 47
5000 Beez
Tél. 081 26 51 56

cepag@cepag.be
www.cepag.be

www.facebook.com/cepagasbl